



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

01/03/2020

Discussion au Comité National du 29 février

*Un camarade de Jussieu- Paris : L'objectif de Macron est de mettre l'université et la recherche, le plus possible au service des besoins du capital. La loi de programmation achèverait toutes les mesures prises par les gouvernements depuis 30 ans. Il y a une cohérence entre toutes les réformes actuelles du pouvoir. Un mouvement profond se crée, qui refuse ces réformes. La lutte entamée par les personnels est liée à l'ensemble du climat social, des luttes aujourd'hui, en la développant, on peut obtenir des résultats. Sur le plan plus général, le rejet des « réformes » est grand et en même temps il est difficile d'arriver à un mouvement de bien plus grande ampleur. On a intérêt à faire beaucoup de politique, à ne laisser de côté aucune explication. Par ex. qu'est-ce qu'une cotisation sociale ? Il propose qu'on fasse une rencontre à l'occasion des 100ans de la création du PCF, du mouvement révolutionnaire – sur, comment continuer la lutte révolutionnaire.

*Un camarade de Paris. Pose des questions concernant le public et le privé en France. Dans l'enseignement, il souligne l'importance de la concurrence public-privé. Comment fonctionne l'enseignement privé où les enseignants sont payés par le Ministère. Sur la protection sociale : il y a la Sécurité Sociale mais aussi les mutuelles. A l'hôpital public il y a aussi du privé. Qu'a été la loi de 1946, est-ce que le compromis a été une participation privée ? On constate que le privé est très subventionné en France.

*Un camarade des Hauts de Seine : Concernant l'enseignement privé sous contrat, les enseignants sont comme des fonctionnaires d'Etat, payés par le Ministère. Dans le mouvement de lutte actuel, l'enjeu est la compréhension du fond des choses. Il rappelle qu'en 1945, la France n'est pas socialiste mais une part consacrée aux questions sociales est imposée. A. Croizat, parle du capital qui doit payer. Aujourd'hui, clairement les capitalistes ne veulent plus payer de contribution sociale. Le gouvernement passe à une étape nouvelle car le rapport de force le lui permet. Dans la lutte actuelle, il n'est pas facile d'élargir dans le privé. Les conditions de lutte sont difficiles, il y a une réelle répression. Il y a une grosse participation du public à la lutte. L'ampleur de la grève dans l'énergie est intéressante. Les syndicats de collaboration de classe sont méprisés dans la fonction publique. Il y a beaucoup d'adhésions à la CGT depuis le début du mouvement, plus de 10.000. Les luttes se développent dans les lycées sur la réforme du Bac.

*Une camarade de Paris : Si Macron ne veut rien lâcher sur le fond, aller loi dans les « réformes », c'est d'abord parce que le capitalisme pour continuer à se développer dans la concurrence mondiale exacerbée, a besoin d'avoir les moyens maximum pour la conquête des marchés, l'accroissement de ses profits. Macron doit soumettre tous les secteurs, tous les moyens de la France, à ces exigences. Pour l'instant le rapport n'est pas encore suffisant pour le faire reculer, mais rien n'est joué. La lutte est aussi une exigence de longue haleine. Concernant les conquêtes de 1945 – les plus importantes qu'on ait encore jamais eues- (Sécurité Sociale mais aussi des nationalisations) le rapport des forces de ce moment faisait que le capital n'avait pas le choix, il devait céder sous peine d'être acculé à des changements encore plus importants, c'est qu'a expliqué à l'époque le Général De Gaulle chef du gouvernement. Mais la France était toujours capitaliste et le patronat est reparti à l'attaque dès 1946. Certaines attaques des gouvernements – droite et gauche- ont été repoussées par les luttes des travailleurs, de la jeunesse.

*Un camarade de Paris : revient sur le salaire socialisé- 50% payé par les salariés, 50% par les entreprises- sur les richesses créées qui a permis de financer le secteur social. Il fait remarquer qu'aujourd'hui le pouvoir d'achat des retraités continue à reculer.

*Un camarade du Calvados : souligne la bataille politique menée par les médias, le pouvoir et tous ceux qui sont pour le capital. Par ex dans cette campagne, il montre que le capitalisme ne va pas mal du tout mais que ce qu'il faut c'est l'améliorer. Il souligne que tout ce qui a été repris comme conquête des travailleurs. Par ex. les comités d'entreprises qui jouaient un grand rôle ont été supprimés.

*Un camarade de Jussieu : Nombreux sont ceux qui ne voient pas comment on va sortir de la situation actuelle, sans être défaitistes. Il faut bien voir qu'on est dans un affrontement qui porte sur des questions essentielles. C'est un affrontement de classe. Comment peut-on avancer aujourd'hui ? Certes pas avec des propositions comme un référendum qui ne mène à rien.

*Un camarade de Paris : Revient sur la pénurie de médicaments. Les industries pharmaceutiques ont été délocalisées. En Inde ? La propagande présente ces questions comme une concurrence entre capitalistes mais pas comme un problème de besoin social. La présentation qui est faite du coronavirus masque l'état du système de santé français.

*Un camarade de l'Indre : La Sécurité Sociale instaurée en 1946 et son financement, représente une conception portée par le CNR (Conseil National de la Résistance). La cotisation patronale et des salariés (50% chacun) est en fait la socialisation d'une part des richesses produites. Ce salaire socialisé est redistribué immédiatement. Dans ce système pas de capitalisation. Depuis 1946, le capital veut reprendre ce qui lui a été arraché. Il faut bien expliquer l'idée du salaire socialisé.

*Un camarade de la Nièvre : La question du financement de la Sécurité Sociale est fondamentale. Lorsqu'on socialise les richesses, la société progresse. Les « cotisations patronales » sont une part socialisée des richesses. C'est une part du résultat de l'exploitation du travail salarié.

*Un camarade des hauts de Seine : La CGT parle de salaire « différé », non de salaire « socialisé », effectivement dans socialisé il n'y a pas l'idée de capitalisation.

*Un camarade de Paris : Quand on discute avec des collègues, des jeunes, on se rend compte que l'histoire de la Sécurité Sociale de 1946 est aujourd'hui dévoyée. Cela montre comment sur ces questions ou par ex. sur les questions écologiques- où l'on oublie de parler de l'armement nucléaire- on emmène les jeunes dans une impasse. Aujourd'hui est une époque de destruction des conquêtes sociales. Ça bouge de plus en plus mais il faut en mesurer le contenu.

*Un camarade des Hauts de Seine : Sur le plan politique nous devons affirmer clairement les choses. Nos analyses sont parfois minorées mais pas rejetées. Si Macron ne lâche pas, c'est que le capital a un grand besoin de toutes ces réformes pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit.

*Une camarade de Loire Atlantique : Ce qui a changé dans les mobilisations : le niveau de l'action interprofessionnelle s'étend, il est plus important. Il y a aussi des assemblées interprofessionnelles. Il est intéressant que lors du blocage des ports, il y avait la participation d'autres professions. Dans les entreprises privés, il y a des participations temporaires à l'action du fait de la situation des salariés : précarité du travail (CDD en nombre) la répression (licenciements – tribunaux...). Nous avons beaucoup d'échanges dans les manifestations en particulier avec les jeunes. On entend les mots d'ordre « à bas le capitalisme ». Sur notre site chaque semaine, on trouve les arguments de fond pour aider à la discussion. A EDF les salariés pour « taper sur l'économie » font des actions comme les coupures d'électricité. Le 49-3 ne va pas arrêter l'action. Au CHU on a compté 30 à 40% de grévistes et l'idée est, qu'on ira plus loin. Le mouvement de lutte est en hausse, y compris chez les jeunes.

*Une camarade de l'Indre : Dans la région Centre il y a un mouvement de lutte qui se développe et en même temps un énorme travail politique à faire pour aider à comprendre les enjeux aujourd'hui. Il faut donner un contenu de classe à nos interventions, car il y a une difficulté dans certains endroits à mobiliser. Dans le privé ce n'est pas facile. A la Poste, la direction veut remplacer seulement un départ en retraite sur 2. 1.000 distributeurs de billets ont été fermés, des milliers de boîtes aux lettres également. Parallèlement le chiffre d'affaires de la Poste a augmenté de 4%.

Responsable des questions financière de notre Parti, elle attire l'attention du Comité National sur la question des finances. Il nous faut, nous le savons, beaucoup plus d'argent pour le matériel de propagande, les

initiatives. Nous ne devons pas relâcher nos efforts, nous devons voir partout, qu'elles initiatives relancer pour la souscription, en ce début d'année de remise des cartes, faire le point du paiement des cotisations.

*Une camarade de Paris : Le développement du mouvement inquiète le capital et le pouvoir. Il développe une campagne. On voit beaucoup de textes : « il faut sauver le capitalisme qui va se tuer par ses excès », d'où l'aménagement nécessaire mais attention « pas de saut dans l'inconnu ». En ce qui nous concerne, nous devons toujours revenir sur la question : contre qui on lutte !. Nous devons donner à comprendre et à connaître les choses en profondeur : qui décide et pourquoi, le rôle de la lutte sociale et le rôle de la lutte politique. Quand Macron est arrivé, il a lancé l'attaque frontale sur tous les plans : entreprises- santé-emploi- éducation- retraite... Il a cru que la voie était libre. Il s'est trompé. Il y a une lutte importante qui se renforce. La lutte est de longue haleine, le 49-3 ne règlera pas les problèmes. Nous devons bien mesurer ce qui bouge . Sur le Virus, il y a un envahissement des médias, comme si rien d'autre ne se passait... et pourtant le mouvement de lutte continue. Concernant les municipales, à Paris, pour tous les candidats il n'y a que la propreté et la sécurité !

*Un camarade des Hauts de Seine : Dans la fonction publique territoriale, le problème du financement des communes et de ce que l'on fait au service de la population fait discuter. Il faut bien expliquer la réalité des choses aux salariés, dire que le gouvernement et le patronat veulent démolir les conquêtes sociales. Macron est au service du capital.

*Un camarade du Calvados : Dans notre département il y a en permanence plusieurs initiatives de lutte chaque semaine. Il faut continuer à travailler au développement du mouvement de lutte. Il insiste sur la nécessité de réunir nos adhérents, de faire régulièrement des assemblées ouverte. A la dernière assemblée nous étions plus de 20 camarades et sympathisants. Nous avons une bonne discussion sur la situation, le mouvement de lutte. Dans notre département il n'y a pas une réunion sans qu'on ramasse de l'argent et qu'on parle des finances.

*Un camarade de Paris : dans cette campagne des Municipales, pas un mot des candidats sur le logement qui est un problème crucial dans la capital. Le prix du m2 est de 10.000 euros et va encore augmenter. D'énormes constructions – chères- sont prévues dans les banlieues dans l'optique du grand Paris qu'ils veulent faire. Nous devons mener la bataille politique, attaquer le capital et aussi les hommes et les femmes qui mettent en œuvre cette politique. Ils sont au service de cette politique, il faut faire le lien et montrer la continuité.

A.Sanchez, secrétaire National à conclure la réunion

Nous avons fait une bonne analyse, examiné où nous en sommes, comment avancer. Nous avons discuté de la situation aujourd'hui. C'est important, afin de voir comment agir, comment avancer.

Nous devons donner nos explications, donner les éléments de connaissance pour aider à apprécier. Ex. quelle a été la conquête de 1945, pourquoi la situation aujourd'hui. Le capital veut faire autre-chose parce qu'il veut absolument s'accaparer tous les profits. Ils ne détruisent pas tout, ils veulent adapter la société à leurs objectifs et pour cela la transformer pour créer les conditions d'une plus grande exploitation par le capital.

Le Mouvement social se développe, la lutte va continuer à peser. Nous devons continuer à fournir le maximum d'explications sur tout ce qui se passe et faire mesurer les enjeux. Nos réunions rencontrent un écho, le cercle de notre influence s'élargit.

Concernant les finances, c'est une bataille importante, indispensable. Il insiste sur la nécessité de faire encore plus pour la développer.

Notre Comité National a reçu les camarades du Parti communistes du Pakistan Message d'accueil à nos camarades du Parti Communiste du Pakistan.

Au nom du Comité National de notre Parti Révolutionnaire Communistes, saluons chaleureusement et fraternellement deux camarades du Parti Communiste du Pakistan qui nous font l'honneur de nous rendre visite à l'occasion de leur passage à Paris.

C'est à l'invitation de notre parti que vous avez participé à une initiative de solidarité avec le Parti

Communiste du Pakistan le 26 février dernier, ce dont nous vous remercions.

Votre présence parmi nous est donc la poursuite de cette initiative qui a permis de mieux connaître la situation dans ce grand pays de 210 millions d'habitants entouré d'autres grands pays comme l'Iran, l'Afghanistan, la Chine, l'Inde, ce qui donne une idée des conséquences pour ce pays que provoque l'affrontement inter impérialiste actuel, dans cette région très convoitée.

Chacun a en tête les conditions d'exploitation forcénée du travail dans votre pays où les travailleurs n'ont aucun droit, où le travail des enfants est exploité par de grandes multinationales du textile y compris françaises qui réalisent des profits considérables.

La réunion du 26 février dernier a permis de donner un éclairage sur la situation politique du pays, ancienne colonie britannique qui connaît depuis sa création en 1947 dictature militaire, coups de force multiples pour accaparer le pouvoir dont la nature capitaliste n'a jamais changé.

Nous publierons sur notre site votre intervention prononcée lors de la réunion du 26 Février qui permet de mieux comprendre les enjeux politiques dans cette région.

Nous sommes très attachés aux relations internationales qui permettent d'informer la classe ouvrière française du combat de classe que mènent les travailleurs exploités partout sur la planète.

Nous apportons toute notre solidarité, tout notre soutien à la lutte des travailleurs pakistanais et au Parti Communiste du Pakistan à qui nous souhaitons grand succès dans la construction d'une société socialiste débarrassée du capital.

Vive le Parti Communiste Pakistanais.

En réponse à notre camarade Antonio Sanchez voici l'intervention du camarade Ali membre du Comité Central du Parti Communiste du Pakistanais

Chers camarades du comité national du Parti Révolutionnaire COMMUNISTES,

Je veux vous remercier chaleureusement de votre accueil et de votre soutien. Nous souhaitons que s'installe une forte coopération entre nos deux partis. Lors du meeting tenu le 26 février à l'initiative de votre parti j'ai commencé à développer la réalité de la situation au Pakistan et l'action que nous y menons. Nous allons continuer à travailler ensemble dans un esprit de solidarité internationaliste si nécessaire au mouvement communiste international.

Vive le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES.